

<https://www.pressegauche.org/3e-greve-des-professionnelles-et-professionnels-de-l-education-Attention-a-nos>



**3e grève des professionnelles
et professionnels de
l'éducation - « Attention à nos
enfants, c'est peut-être le**

votre . qui sera privé de

Date de mise en ligne : mercredi 9 juin 2021



s professionnels »

(FPPE-CSQ)

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 9 juin 2021 - Toujours profondément insatisfaits de l'iniquité qui prévaut dans la négociation pour le renouvellement des conventions collectives dans le milieu scolaire, plus de 800 membres du Syndicat des professionnelles et professionnels de l'éducation de la région de Québec (SPPRÉQ-CSQ), affilié à la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ), prennent à nouveau le chemin des piquets de grève.

Pour cette troisième séquence de grève, les orthophonistes, les psychoéducatrices et les psychoéducateurs, les psychologues, les orthopédagogues, les conseillères et les conseillers pédagogiques, les conseillères et les conseillers d'orientation, les ingénieures et les ingénieurs, les analystes, les bibliothécaires, les conseillères et les conseillers en communication, etc., demandent que Québec négocie équitablement avec tous les acteurs du réseau scolaire pour éviter un exode massif vers le privé dans les prochaines semaines.

Dans le but de faire écho à l'exaspération croissante de ses membres, la FPPE-CSQ annonce que des écoles, partout au Québec, seront de nouveau fermées par des lignes de piquetage. Comme lors de la précédente journée de grève, la Fédération et ses syndicats ont conservé le mystère quant aux endroits précis jusqu'à ce matin.

Une négociation inéquitable qui met en danger les services aux élèves

Parce que le réseau de l'éducation est composé majoritairement de femmes, c'est tout son personnel, autant professionnel, de soutien qu'enseignant, qui accuse un important retard salarial quand on le compare avec ses homologues de la fonction publique, du parapublic et du privé. Ce retard entraîne de graves problèmes d'attraction et de rétention dans le réseau, dans tous les corps d'emploi, qui contribuent tous à la réussite des élèves et au fonctionnement de l'école.

« Dans ses publicités, le gouvernement prétend qu'il ajoutera du personnel professionnel. Pourtant des postes demeurent vacants, malgré plusieurs affichages, dans la majorité des centres de services scolaires. Les conditions salariales y étaient déjà difficiles avant la négociation et la pandémie, et le gouvernement vient aggraver la situation en ne proposant rien de significatif aux tables. En choisissant d'apporter des correctifs salariaux visant seulement le groupe des enseignants, le gouvernement crée un déséquilibre qui mine le réseau de l'éducation au grand complet. Les élèves et les parents du Québec souhaitent et méritent d'avoir accès à des services publics efficaces. Pour y arriver, la négociation doit mettre fin au sentiment d'injustice et de colère des membres. Car ceux qui songent à quitter le bateau n'ont jamais été si nombreux..., et actuellement rien n'est fait pour les rassurer. L'écart salarial avec le privé, lui, n'a jamais été aussi grand et alléchant », soutient Sophie Massé, vice-présidente de la FPPE-CSQ.

À un tel point que le syndicat craint en ce moment pour la survie de plusieurs corps d'emploi.

« Juin, c'est le moment de l'année où les centres de services planifient les effectifs et procèdent aux rondes d'affectations pour la prochaine année scolaire. Nous sentons qu'un grand nombre de professionnels sont sur le point de se désister de leur poste, et nous craignons des ruptures de services radicales dans la prochaine année. Le vrai mystère, ce sera de savoir combien il restera de professionnelles et de professionnels à leur poste, en bout de course. Une question se pose : cherche-t-on à privatiser nos services ? C'est une question qui concerne chaque Québécoise et chaque Québécois parce que ce pourrait être l'enfant, le petit-enfant, le neveu, le cousin de chacun d'entre nous qui sera privé des services professionnels auxquels il a droit pour réussir, et ça, c'est inacceptable », conclut Chantal Pellerin, présidente du SPPRÉQ-CSQ).